



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 492 – 19 mai 2023

❖ Régional

460 M USD de la BM pour l'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest

Le 11 mai 2023, la Banque mondiale (BM) a [approuvé](#) un financement de 460 M USD afin de **soutenir la mise en œuvre de la 1^{ère} phase** du Projet d'harmonisation et d'amélioration des statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce montant permettra notamment de renforcer les capacités statistiques et de moderniser les systèmes statistiques nationaux du Bénin, de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Sénégal, ainsi que les divisions statistiques de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de l'Union africaine (UA).

1,8 Md EUR levé sur le marché des titres publics de l'UEMOA au 1^{er} trimestre 2023

Selon un [bulletin](#) de l'agence UMOA-Titres, les États de l'UEMOA ont levé 1 213 Mds FCFA (1,8 Md EUR) sur le marché des titres publics par adjudication au terme du 1^{er} trimestre 2023, soit une baisse de 14,7% par rapport au montant mobilisé l'an dernier à la même période. La Côte d'Ivoire est le premier pays émetteur au cours du 1^{er} trimestre 2023 en ayant mobilisé 41% du montant total levé, suivie par le Sénégal avec 14%. Une grande partie des montants mobilisés avaient une maturité de 3 ans (27% du total) ou de 3 mois (26%). Pour le 2^{ème} trimestre 2023, les

LE CHIFFRE À RETENIR

1,8 Md EUR

Le montant total mobilisé par les États de l'UEMOA sur le marché des titres publics par adjudication

États prévoient de mobiliser sur le marché 1 962,5 Mds FCFA (3 Mds EUR).

La BisD accorde plus de 2 Mds USD à l'Afrique de l'ouest en marge de ses assemblées annuelles

En marge des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BisD) qui se sont tenues du 10 au 13 mai 2023 à Djeddah (Arabie Saoudite), la Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC), a conclu des accords de financement avec des gouvernements, des organisations et des banques de plusieurs pays en Afrique de l'ouest. Pour la région, le montant total des accords s'élève à plus de 2 Mds USD et serviront particulièrement : (i) [au Mali](#), au financement du secteur privé et de projets dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et de la santé, à travers un accord-cadre d'une durée de 5 ans (500 M USD) ; en Gambie, à soutenir l'activité de la **Compagnie nationale d'eau et d'électricité** (35 M USD) ainsi que l'importation de produits pétroliers raffinés par la Compagnie nationale de pétrole de la Gambie (20 M USD) ; en Côte

d'Ivoire, à soutenir les activités de [financement du commerce](#) de Bridge Bank Group Côte d'Ivoire (20M USD) et de Bank of Africa, Côte d'Ivoire (40M EUR), ainsi qu'au développement du champ de coopération à travers la signature d'un accord-cadre de 5 ans (250 M USD) ; au [Togo](#), au financement du secteur privé et de projets dans l'énergie et l'agriculture à travers un accord-cadre du partenariat stratégique (250 M USD) ; à soutenir la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) dans le cadre de ses activités de financement du commerce (25 M EUR) ; au [Burkina Faso](#), à accroître le champ de coopération entre les deux parties à travers un accord-cadre (900 M USD) d'une durée de 3 ans.

🍷 Bénin

Le FMI conclut la 2^{ème} revue au titre du programme mixte MEDC/FEC

Le Conseil d'Administration du FMI [a conclu](#) le 17 mai 2023 la 2^{ème} revue au titre du Mécanisme Elargi de Crédit (MEDC) et de la Facilité Elargie de Crédit (FEC), permettant un décaissement immédiat d'environ 68 M USD (50,8 M DTS). Les performances au titre du programme sont jugées solides par le FMI. Le taux de croissance s'est établi à 6,3% en 2022, soutenu par le secteur de la construction et une bonne récolte agricole. En dépit des perspectives favorables, reflétant notamment l'expansion de la nouvelle zone économique spéciale et la modernisation du port de Cotonou, la guerre prolongée en Ukraine et les défis sécuritaires à caractère régional constituent des risques importants pour les comptes extérieurs et la sécurité alimentaire.

🍷 Burkina Faso

Le taux croissance économique estimé à 1,5% en 2022

Selon les premières estimations l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), la croissance du PIB réel se [serait établie](#) à 1,5% en

2022, contre 6,9% en 2021. Cette faible performance s'explique notamment par la situation sécuritaire très difficile qui a impacté particulièrement le secteur secondaire, dont la contribution à la croissance a été négative (-2,5 points de pourcentage) en 2022. L'insécurité a notamment entraîné le recul (i) des activités extractives (réduction des activités de plusieurs mines aurifères et fermeture de la seule mine de zinc) et (ii) des activités de construction, surtout les travaux publics qui ont décliné au profit des investissements dans le secteur de la sécurité. Toutefois, la bonne performance des activités agricoles, grâce à des conditions climatiques favorables en 2022, et des services ont permis de contrebalancer le recul du secteur secondaire.

La campagne céréalière 2022/2023 déficitaire de 2%

Selon le Ministère de l'Agriculture et des Ressources animales et halieutiques, la [campagne agricole](#) 2022/2023 a été particulièrement marquée par un déficit d'aliments pour le bétail et de lourdes pertes de volailles causées par la grippe aviaire. Par ailleurs, le bilan céréalière et alimentaire définitif de la campagne 2022/2023 fait ressortir un déficit brut de 72 387 tonnes de céréales, représentant 2% des besoins. L'analyse du taux de couverture des besoins céréalières a permis d'identifier 5 régions déficitaires, 2 régions en équilibre et 6 régions excédentaires.

🍷 Cap-Vert

Le crédit à l'économie ralentit à 5,3% en 2022

Le crédit à l'économie au Cap-Vert [s'est établi](#) à 135,1 Mds CVE (1,2 Md EUR) à fin 2022, en hausse de 5,3% par rapport à 2021. Cette progression est plus faible que celle enregistrée en 2021 (soit +6,1%), en raison de la suspension des mesures de soutiens mises en place pour faire face à la pandémie à COVID-19 (moratoire, crédits à certains secteurs garantis par l'Etat...). Le ralentissement a été particulièrement marquée

au niveau des prêt de trésorerie des entreprises ainsi que des crédits pour l'acquisition, la construction ou la rénovation de logements pour les particuliers en raison de la perception accrue des risques liés à la qualité du crédit et du niveau élevé des défauts de paiement.

🇨🇮 Côte d'Ivoire

La balance commerciale a enregistré un déficit d'environ 1,5 Md EUR en 2022

La balance commerciale de la Côte d'Ivoire, en générale excédentaire, [a été déficitaire](#) en 2022, du fait de la forte appréciation des prix des marchandises importées, en particulier le pétrole brut. Le déficit s'est élevé à 1 010 Mds FCFA (1,5 Md EUR), contre un excédent de 731 Mds FCFA (1,1 Md EUR). Les exportations se sont élevées à 10 208 Mds FCFA (15,6 Mds EUR), soit une hausse de 19,9%, tandis que les importations ont atteint 11 218,5 Mds FCFA (17,1 Mds EUR), en progression de 44,2%. Les principaux produits exportés en 2022 sont le cacao et ses dérivés (30,8% du total), les produits pétroliers (18,5%) et l'or brut (11,9%). En 2022, le Mali a été le premier client de la Côte d'Ivoire (8,9%), suivi des Pays-Bas (8,7%) et de la Suisse (8,1%). Du côté des importations, les principaux produits achetés sont les produits pétroliers (26,8% du total), les machines mécaniques (6,7%) et le riz (4,5%) et les principaux fournisseurs la Chine (14,4%), le Nigéria (12,1%) et la France (6,7%).

Inflation à +5,2% en g.a en avril 2023

Selon l'Institut national de la statistique, [l'inflation](#) s'est élevée à 5,2% en glissement annuel (g.a) en avril 2023, le même niveau observé le mois précédent. Cette inflation est principalement portée par les prix des transports (+9,9% en g.a), des restaurants et hôtels (+6,7% en g.a) ainsi que les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+7,6%), en particulier les poissons (+15,2% en g.a), les céréales non transformées (+8,6% en g.a) et les huiles et graisses (+14,1% en g.a).

Ouverture en 2024 d'une école d'agriculture digitale

Le partenariat signé en mars 2022 entre le gouvernement et le groupe marocain OCP, spécialisé dans la production d'engrais phosphatés et autres dérivés de phosphates, va permettre l'ouverture d'une [école d'agriculture numérique](#) en 2024. Nommée "Digital Farming School", elle prendra place au sein de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INPHB) de Yamoussoukro. Cette école sera adossée à une ferme digitale pour compléter la formation sur les nouvelles technologies au service de l'agriculture. Ce nouveau centre de formation a pour objectif de contribuer à la transformation digitale de l'agriculture Africaine.

🇬🇲 Gambie

Don de 1,5 M USD de l'UNICEF et du Japon au Ministère de la santé

L'UNICEF et l'ambassade du Japon au Sénégal, accrédité en Gambie, [ont remis](#) l'équivalent de 1,5 M USD de fournitures pour renforcer les services nationaux de vaccinations. Ces fournitures comprennent 17 véhicules, 50 motos, 130 boîtes de réfrigérante et 49 congélateurs de vaccins et permettront [d'améliorer le stockage](#) et la gestion des vaccins dans le pays, ainsi que la mobilité des équipes de vaccination. Ces [fournitures font partie d'un projet de l'UNICEF](#) financé par le gouvernement du Japon de 2,5 M USD, pour aider à renforcer le système de santé gambien en réponse à la COVID-19.

🇬🇳 Guinée

Améliorer le statut des femmes profitera à la société, selon un rapport de la BM

Selon un récent rapport de la [Banque mondiale](#) (BM), les efforts visant à promouvoir les droits et le bien-être des femmes peuvent bénéficier à l'ensemble de la société guinéenne. Cela passe notamment par une amélioration de leur accès à

l'éducation, aux services de santé et à l'emploi, ainsi qu'à la promotion de leur autonomisation économique. En effet, combler les écarts entre les sexes en matière d'éducation, de santé et de participation économique pourrait conduire à une augmentation estimée à 10% du PIB par habitant en Guinée. Pour rappel, la Guinée est classée 182^e sur 191 dans l'indice d'inégalité de genre du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en 2021. Le manque d'investissement dans le capital humain augmente les risques de pauvreté chez les femmes. Leur participation au marché du travail en Guinée reste ainsi inférieure à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

🇲🇷 Mauritanie

Signature d'un accord avec les Etats-Unis pour le développement de l'élevage

Le Ministère de l'Élevage et la Fondation américaine pour le développement en Afrique (USDAF) ont signé [un accord de 4 MUSD](#) qui s'étale sur une durée de 3 ans pour soutenir les organisations professionnelles du secteur de l'élevage dans la région de l'Adrar. La convention vise à développer l'expertise des organisations actives dans le domaine de l'élevage, à améliorer les revenus de leurs membres et à valoriser leurs activités, afin de lutter contre la pauvreté.

🇳🇮 Niger

Résultats satisfaisants de la campagne de cultures irriguées 2022-2023

Lors du Conseil des ministres du 11 mai 2023, le ministre de l'Agriculture [a présenté](#) un premier bilan de la campagne de cultures irriguées 2022-2023. Grâce à la mobilisation de moyens importants, tant en équipements qu'en matériels et en intrants agricoles, cette campagne a permis de mettre en valeur 316 478 ha (contre 238 132 ha en 2021-2022), ce qui représente une production, toutes cultures confondues, de 8,1M de tonnes (contre 6,1M de tonnes en 2021-2022).

La production des cultures irriguées en 2022-2023 est évaluée à 1451 Mds FCFA (2,2 Mds EUR).

Accord avec Savannah Energy pour la construction de 2 centrales solaires

Le 10 mai 2023, le Gouvernement du Niger [a signé](#) un protocole d'accord avec Savannah Energy Niger Solar, filiale de Savannah Energy, en vue de la mise en œuvre de deux projets d'énergie solaire. Les centrales solaires photovoltaïques devraient avoir une capacité de production de 50 MW, extensible chacune à 100 MW, et permettraient de faire progresser de 20% la puissance totale connectée au réseau du Niger. La mise en service de ces centrales, qui seront construites dans les régions de Zinder et de Maradi, est prévue entre 2025 et 2026.

🇸🇳 Sénégal

De bonnes avancées sur le plan économique et social grâce au PSE

Le Ministère de l'économie, du plan et de la coopération [a organisé](#) un atelier de validation du pré-rapport diagnostic et de formulation de la Stratégie : Plan d'Actions Prioritaires 3 (PAP 3) du Plan Sénégal Émergent (PSE) 2024-2028. Les travaux ont mis en exergue des avancées majeures sur le plan économique et social, avec notamment une croissance économique de 5,8% en moyenne annuelle sur la période 2014-2023. Le revenu par habitant a, quant à lui, progressé de 17,3% entre 2014 et 2023. Concernant les infrastructures, la puissance énergétique a doublé entre 2015 et 2021, 598 km de routes ont été construits et 1300 km de pistes rurales aménagées. Ainsi, 72,5% de la population vit désormais à moins de 2 km d'une route. Toutefois, des faiblesses ont été relevées, en particulier au niveau de la création d'emplois.

Mise en place d'une ligne de garantie à Kaffrine par le Fongip

L'Administratrice générale du Fonds de garantie des investissements prioritaires (FONGIP) a

[annoncé](#) la mise en place d'une ligne de garantie d'investissements de 500 M FCFA (0,7 M EUR) au profit des jeunes et des femmes porteurs de projets dans la région de Kaffrine. Cette initiative permettra d'accompagner les petites et moyennes entreprises, en partenariat avec des institutions de microfinance, et s'inscrit dans la volonté du gouvernement de faciliter l'accès au financement à des taux d'intérêt réduits, avec des délais de remboursement qui peuvent s'étaler sur 3 ans.

La fin des travaux de réhabilitation du chemin de fer Dakar-Tambacounda prévue pour janvier 2024

Lors d'un Comité régional de développement, le Directeur général de la Société nationale des chemins de fer du Sénégal [a annoncé](#) que les travaux de réhabilitation des 418 km de rails et des infrastructures ferroviaires sur la ligne Dakar-Tambacounda seraient finalisés en janvier 2024. Le projet a un coût global de 17,8 Mds FCFA (21,6 M EUR), et est exécuté par l'entreprise Eiffage, avec Setec comme maître d'œuvre.

Sierra Leone

Lancement d'un nouveau système d'interopérabilité des paiements

Le Président de la Gambie a officiellement [lancé](#) le 3 mai 2023 le *National payments switch service*. Cette nouvelle technologie facilitera l'interconnexion et l'interopérabilité entre les canaux des différents acteurs du paysage financier (banques, microfinance, opérateurs d'argent mobile et FinTech). Elle offrira ainsi une alternative aux populations rurales éloignées des

infrastructures financières par le biais de cartes de paiement électronique ou d'autres outils financiers numériques. Aussi, les prestations de **sociales de l'Etat** pourront être versées directement sur les comptes des bénéficiaires via cet outil. La première phase actuelle du projet concerne l'interopérabilité des distributeurs automatiques de billets et des terminaux de paiements électroniques de 6 banques.

Togo

Reprise du projet de mine de manganèse de Nayéga par le gouvernement

Le 17 mai 2023, le gouvernement togolais a conclu un accord avec la société britannique Keras Resources pour que celle-ci renonce à **obtenir un permis d'exploitation pour le projet de mine de manganèse Nayéga**. L'exploitation sera confiée à la Société togolaise de manganèse (STM), créée en avril dernier et détenue à 100% par l'État. L'accord prévoit que Keras Resources, qui travaille sur le projet depuis plusieurs années, transfère la propriété intellectuelle de toutes les données et actifs sur le projet à l'État pour un montant de 1,7 M USD. En outre, Keras percevra 1,5% des revenus bruts de la mine au titre de ses services de conseil et 6% pour ses services de courtage, le tout pendant 3 ans. Pour le **gouvernement, cet accord s'inscrit** dans la lignée des objectifs fixés à la création de la STM début avril. Cette dernière a pour mission de valoriser les réserves de manganèse du pays et de doubler la part du secteur minier dans le PIB d'ici à 2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international